

**Convention collective régionale**

IDCC : 1635. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,  
ET CONNEXES DE LA GIRONDE ET DES LANDES**  
**(19 février 1991)**

(*Bulletin officiel* n° 1991-4 bis)

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1991,  
*Journal officiel* du 17 octobre 1991)

■ *Journal officiel* du 14 juillet 2006

**Arrêté du 5 juillet 2006 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques,  
mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes (n° 1635)**

NOR : SOCT0611425A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1991 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 4 avril 2005, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes du 19 février 1991 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 14 décembre 2005, relatif aux rémunérations effectives garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 31 mai 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes du

19 février 1991, tel que modifié par l'avenant du 25 mai 1992, tel qu'étendu par arrêté du 10 août 1992, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 14 décembre 2005 relatif aux rémunérations effectives garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

L'article 4 de l'accord est étendu sous réserve de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'accord national du 19 janvier 1991, portant sur les éléments exclus de l'assiette de la rémunération annuelle garantie.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des relations du travail,*  
J.-D. COMBRESSELLE

*Nota.* — Le texte des accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/5, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.